ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION QUARANTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le mercredi 25 novembre 2015 — N° 132
Neuf heures quarante

Président de l'Assemblée nationale :
M. Jacques Chagnon

QUÉBEC

Partie 1

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de La Prairie sur le sujet suivant : *Souligner le 10e anniversaire de la Maison des aînés de La Prairie.*

- Le député de Verchères sur le sujet suivant : *Souligner la 135e édition de l'Exposition agricole de Calixa-Lavallée.*

- Le député de Laval-des-Rapides sur le sujet suivant : *Félicitations à l'organisme l'Oasis, unité mobile d'intervention, qui célèbre ses 20 ans.*

- Le député de Granby sur le sujet suivant : « *Merci Coach Jean!* ».

- Le député de Maskinongé sur le sujet suivant : *Souligner le 150e de Saint-Élie-de-Caxton.*

- Le député de Gaspé sur le sujet suivant : *Félicitations à madame Marie-Pierre Arthur (Fournier), gagnante du prix Album de l'année – Adulte contemporain au dernier Gala de l'ADISQ.*

- La députée de Bourassa-Sauvé sur le sujet suivant : *Félicitations à M. Rocco Mattiace, récipiendaire d'un prix lors du Gala Élite.*

- Le député de Saint-François sur le sujet suivant : *Souligner les 75 années d'existence d'une entreprise bien implantée dans Saint-François, en Estrie et dans le sud du Québec.*

- Le député de Mont-Royal sur le sujet suivant : *Souligner le travail exemplaire de la Popote roulante VMR et ses bénévoles.*

- Le député de Berthier sur le sujet suivant : *Hommage à Mme Lise Gilbert, enseignante et bénévole.*

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

DÉPÔTS **a) documents**
b) rapports de commissions
c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

Partie 2

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

1) Projet de loi n° 27
Loi sur l'optimisation des services de garde éducatifs à l'enfance subventionnés
Présenté par la ministre de la Famille le 26 novembre 2014
Rapport de la Commission des relations avec les citoyens (consultations) déposé le **10 février 2015**

2) Projet de loi n° 49
Loi assurant la mise en œuvre de l'Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec sur la gestion conjointe des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent
Présenté par le ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles le **11 juin 2015**

3) Projet de loi n° 53
Loi actualisant la Loi sur les décrets de convention collective en vue principalement d'en faciliter l'application et de favoriser la transparence et l'imputabilité des comités paritaires
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **26 mai 2015**

4) Projet de loi n° 56*
Loi sur la transparence en matière de lobbyisme
Présenté par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 juin 2015**

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

5) Projet de loi n° 62
Loi favorisant le respect de la neutralité religieuse de l'État et visant notamment à encadrer les demandes d'accommodements religieux dans certains organismes
Présenté par la ministre de la Justice le **10 juin 2015**

6) Projet de loi n° 63
Loi concernant la vérification de l'identité des personnes incarcérées au moyen de leurs empreintes digitales
Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **28 octobre 2015**

7) Projet de loi n° 66
Loi sur les activités funéraires
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux le **22 octobre 2015**

8) Projet de loi n° 70
Loi visant à permettre une meilleure adéquation entre la formation et l'emploi ainsi qu'à favoriser l'intégration en emploi
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **10 novembre 2015**

9) Projet de loi n° 72
Loi concernant la suspension des élections scolaires partielles
Présenté par le ministre de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche le **11 novembre 2015**

10) Projet de loi n° 75
Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **11 novembre 2015**

11) Projet de loi n° 76
Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal
Présenté par le ministre des Transports le **12 novembre 2015**

12) Projet de loi n° 79
Loi donnant suite au rapport du comité indépendant L'Heureux-Dubé et prévoyant les conditions de travail des membres de l'Assemblée nationale à compter de la 42e législature
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le **12 novembre 2015**

_____

*** Recommandation du lieutenant-gouverneur**

13) Projet de loi n° 80
Loi permettant aux municipalités de neutraliser les déplacements fiscaux vers les immeubles résidentiels
Présenté par le ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire le **24 novembre 2015**

14) Projet de loi n° 81
Loi visant à réduire le coût de certains médicaments couverts par le régime général d'assurance médicaments en permettant le recours à une procédure d'appel d'offres
Présenté par le ministre de la Santé et des Services sociaux **24 novembre 2015**

Étude détaillée en commission

15) Projet de loi n° 54
Loi visant l'amélioration de la situation juridique de l'animal
Présenté par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation le 5 juin 2015
Rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles (consultations) déposé le 7 octobre 2015
Principe adopté le **8 octobre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'agriculture, des pêcheries, de l'énergie et des ressources naturelles

16) Projet de loi n° 59
Loi édictant la Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence et apportant diverses modifications législatives pour renforcer la protection des personnes
Présenté par la ministre de la Justice le 10 juin 2015
Rapport de la Commission des institutions (consultations) déposé le 24 septembre 2015
Principe adopté le **19 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

17) Projet de loi n° 69
Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées principalement à l'occasion du discours sur le budget du 26 mars 2015
Présenté par le ministre des Finances le 10 novembre 2015
Principe adopté le **18 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

18) Projet de loi n° 71
Loi portant sur le règlement de certains différends dans le secteur de l'automobile de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 12 novembre 2015
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 24 novembre 2015
Principe adopté le **24 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'économie et du travail

19) Projet de loi n° 74
Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 26 mars 2015
Présenté par le ministre des Finances le 12 novembre 2015
Principe adopté le **19 novembre 2105**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

20) Projet de loi n° 78
Loi encadrant l'octroi des allocations de transition aux députés qui démissionnent en cours de mandat
Présenté par le leader parlementaire du gouvernement et ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques le 12 novembre 2015
Principe adopté le **24 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission des institutions

Prise en considération de rapports de commissions

21) Projet de loi n° 67
Loi visant principalement à améliorer l'encadrement de l'hébergement touristique
Présenté par la ministre du Tourisme le 22 octobre 2015
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 12 novembre 2015
Principe adopté le 18 novembre 2015
Rapport de la Commission de l'économie et du travail déposé le **24 novembre 2015** (Amend. transmis en vertu de l'article 252 du Règlement)

Adoption

22) Projet de loi n° 44
Loi visant à renforcer la lutte contre le tabagisme
Présenté par la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique le 5 mai 2015
Rapport de la Commission de la santé et des services sociaux (consultations) déposé le 15 septembre 2015
Principe adopté le 23 septembre 2015
Rapport amendé de la Commission de la santé et des services sociaux adopté le **24 novembre 2015**

23) Projet de loi n° 57
Loi modifiant la Loi sur les régimes complémentaires de retraite principalement quant au financement des régimes de retraite à prestations déterminées
Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le 11 juin 2015
Rapport de la Commission de l'économie et du travail (consultations) déposé le 29 octobre 2015
Principe adopté le 4 novembre 2015
Rapport amendé de la Commission de l'économie et du travail adopté le **24 novembre 2015**

24) Projet de loi n° 68
Loi donnant suite aux conclusions du Rapport du groupe spécial d'appel constitué en vertu de l'Accord sur le commerce intérieur concernant l'article 4.1 de la Loi sur les produits alimentaires
Présenté par le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations le 3 novembre 2015
Principe adopté le 11 novembre 2015
Rapport de la Commission de l'économie et du travail adopté le **24 novembre 2015**

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

25) Projet de loi n° 190
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 27 mai 2014
Reprise du débat ajourné le **5 juin 2014**

26) Projet de loi n° 192
Loi modifiant la Loi concernant la lutte contre la corruption en matière de protection des dénonciateurs
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **23 septembre 2014**

27) Projet de loi n° 193
Loi encadrant les transactions et le recyclage des métaux ferreux et non ferreux
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **21 octobre 2014**

28) Projet de loi n° 194
Loi favorisant l'inclusion de logements sociaux ou abordables pour les nouveaux projets de construction
Présenté par la députée d'Hochelaga-Maisonneuve le **2 octobre 2014**

29) Projet de loi n° 195
Loi modifiant la Loi sur les compétences municipales afin de permettre aux municipalités régionales de comté d'exécuter certains travaux sans délai
Présenté par le député de Nicolet-Bécancour le **25 septembre 2014**

30) Projet de loi n° 196
Loi modifiant la Loi sur le Protecteur du citoyen
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **1er octobre 2014**

31) Projet de loi n° 197
Loi visant à réduire les coûts d'approvisionnement en médicaments au Québec
Présenté par le député de Mercier le **17 février 2015**

32) Projet de loi n° 390
Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement afin d'affirmer la primauté de la compétence du Québec en cette matière
Présenté par le député de Jonquière le **3 décembre 2014**

33) Projet de loi n° 392
Loi sur les véhicules automobiles à zéro émission de gaz à effet de serre
Présenté par la députée de Vachon le **15 avril 2015**

34) Projet de loi n° 394
Loi modifiant la Loi sur la police quant à la délivrance de constats d'infraction
Présenté par le député des Chutes-de-la-Chaudière le **12 février 2015**

35) Projet de loi n° 395
Loi sur l'observateur de l'intégrisme religieux
Présenté par la députée de Taschereau le **11 février 2015**

36) Projet de loi n° 396
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Granby le **19 février 2015**

37) Projet de loi n° 397
Loi sur le directeur parlementaire du budget
Présenté par le député de Rousseau le **26 février 2015**

38) Projet de loi n° 398
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale
Présenté par le député de Verchères le **18 mars 2015**

39) Projet de loi n° 399
Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **18 mars 2015**

40) Projet de loi n° 490
Loi modifiant la Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale quant à l'allocation de transition
Présenté par le député de Deux-Montagnes le **18 mars 2015**

41) Projet de loi n° 491
Loi visant à mettre fin aux frais accessoires par la modification de diverses dispositions législatives
Présenté par la députée de Taillon le **21 octobre 2015**

42) Projet de loi n° 494
Loi sur la protection des contribuables
Présenté par le député de Granby le **28 mai 2015**

43) Projet de loi n° 496
Loi concernant la protection des lanceurs d'alerte
Présenté par la députée de Sainte-Marie–Saint-Jacques le **22 octobre 2015**

44) Projet de loi n° 497
Loi visant à responsabiliser les détenus quant aux coûts de leur détention
Présenté par le député de Beauce-Nord le **4 novembre 2015**

Étude détaillée en commission

45) Projet de loi n° 492
Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés
Présenté par la députée de Gouin le 21 mai 2015
Principe adopté le 4 juin 2015
Rapport de la Commission de l'aménagement du territoire (consultations) déposé le **23 septembre 2015**

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

46) Projet de loi n° 204
Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel
Présenté par la députée de Saint-Hyacinthe le **13 novembre 2014**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

47) Projet de loi n° 209
Loi concernant la Ville de Mascouche
Présenté par le député de Masson le **14 mai 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

48) Projet de loi n° 210
Loi concernant un immeuble situé sur le territoire de la Ville de Québec
Présenté par le député de Vanier-Les Rivières le **16 septembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

49) Projet de loi n° 211
Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins
Présenté par le député de Terrebonne le **29 octobre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

50) Projet de loi n° 212
Loi concernant la Ville de Saguenay
Présenté par le député de Dubuc le **28 octobre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

51) Projet de loi n° 213
Loi concernant la taxe foncière applicable à PF Résolu Canada Inc. à titre d'autoconsommatrice de l'énergie électrique produite par ses installations hydroélectriques sur le territoire de la Municipalité de Saint-David-de-Falardeau
Présenté par le député de Dubuc le **10 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

52) Projet de loi n° 214
Loi concernant la Ville de Drummondville
Présenté par le député de Drummond–Bois-Francs le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

53) Projet de loi n° 215
Loi concernant la Municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel
Présenté par le député de Richelieu le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission de l'aménagement du territoire

54) Projet de loi n° 216
Loi concernant la vente d'un immeuble situé sur le rang Bois-Franc Ouest à Notre-Dame-du-Sacré-Cœur-d'Issoudun
Présenté par le député de Côte-du-Sud le 11 novembre 2015, et
Renvoyé à la Commission de la culture et de l'éducation le **24 novembre 2015**

55) Projet de loi n° 217
Loi concernant la continuation de La Mine Belleterre Québec Ltée (libre de responsabilité personnelle) et de la Société Minière de la Baie de Boston Ltée
Présenté par la députée de Duplessis le **12 novembre 2015**, et
Renvoyé à la Commission des finances publiques

Adoption du principe

Adoption

IV. Motions du gouvernement

V. Crédits budgétaires

VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

Partie 4

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition portant sur la gestion administrative de la Commission des libérations conditionnelles.
- Audition portant sur la gestion administrative de la Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec.
- Audition portant sur la gestion administrative du ministère du Conseil exécutif.
- Audition sur le chapitre 4 du rapport du Vérificateur général du printemps 2015 portant sur l'indemnisation et la réadaptation des travailleurs ayant subi une lésion professionnelle.
- Audition sur le chapitre 6 du rapport du Vérificateur général du printemps 2015 portant sur les contrats présentant des situations à risque au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.
- Audition sur le chapitre 3 du commissaire au développement durable du printemps 2015 portant sur l'application de la loi à l'égard de la sécurité et de l'exploitation de barrages.
- Audition portant sur la gestion administrative et les engagements financiers du ministère de la Sécurité publique.
- Audition portant sur la gestion administrative et les engagements financiers de la Commission de la fonction publique.
- Audition portant sur la gestion administrative de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec.

COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 54,** Loi visant l'amélioration de la situation juridique de l'animal (mandat confié le 8 octobre 2015).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Commission de protection du territoire agricole du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Mandat d'initiative

- Analyse du phénomène d'accaparement des terres agricoles.

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 204**, Loi concernant la Ville de Saint-Joseph-de-Sorel (mandat confié le 13 novembre 2014).
- **Projet de loi n° 209**, Loi concernant la Ville de Mascouche (mandat confié le 14 mai 2015).
- **Projet de loi n° 210**, Loi concernant un immeuble situé sur le territoire de la Ville de Québec (mandat confié le 16 septembre 2015).
- **Projet de loi n° 211**, Loi concernant la Municipalité régionale de comté Les Moulins (mandat confié le 29 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 212**, Loi concernant la Ville de Saguenay (mandat confié le 28 octobre 2015).
- **Projet de loi n° 213**, Loi concernant la taxe foncière applicable à PF Résolu Canada Inc. à titre d'autoconsommatrice de l'énergie électrique produite par ses installations hydroélectriques sur le territoire de la Municipalité de Saint-David-de-Falardeau (mandat confié le 10 novembre 2015).

- **Projet de loi n° 214**, Loi concernant la Ville de Drummondville (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 215**, Loi concernant la Municipalité de Sainte-Anne-de-Sorel (mandat confié le 12 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 492**, Loi modifiant le Code civil afin de protéger les droits des locataires aînés (mandat confié le 4 juin 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports de mise en œuvre de la Loi sur l'éthique et la déontologie en matière municipale.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion administrative de la Société d'habitation du Québec.

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 216**, Loi concernant la vente d'un immeuble situé sur le rang Bois-Franc Ouest à Notre-Dame-du-Sacré-Cœur-d'Issoudun (mandat confié le 24 novembre 2015).

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 75**, Loi sur la restructuration des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur universitaire et modifiant diverses dispositions législatives (mandat confié le 24 novembre 2015).

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 71**, Loi portant sur le règlement de certains différends dans le secteur de l'automobile de la région du Saguenay–Lac-Saint-Jean (mandat confié le 24 novembre 2015).

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 69**, Loi donnant suite à des mesures fiscales annoncées principalement à l'occasion du discours sur le budget du 26 mars 2015 (mandat confié le 18 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 74**, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 26 mars 2015 (mandat confié le 19 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 217**, Loi concernant la continuation de La Mine Belleterre Québec Ltée (libre de responsabilité personnelle) et de la Société Minière de la Baie de Boston Ltée (mandat confié le 12 novembre 2015).

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 74**, Loi concernant principalement la mise en œuvre de certaines dispositions du discours sur le budget du 26 mars 2015 (mandat confié le 24 novembre 2015).

Mandat d'initiative

- Le phénomène du recours aux paradis fiscaux.

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 59,** Loi édictant la Loi concernant la prévention et la lutte contre les discours haineux et les discours incitant à la violence et apportant diverses modifications législatives pour renforcer la protection des personnes (mandat confié le 19 novembre 2015).
- **Projet de loi n° 78,** Loi encadrant l'octroi des allocations de transition aux députés qui démissionnent en cours de mandat (mandat confié le 24 novembre 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude du Rapport sur la mise en œuvre du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.

Mandat réglementaire

- Audition du Directeur général des élections du Québec.

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Comité consultatif du Fonds central de soutien à la réinsertion sociale.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion des 18 Fonds de soutien à la réinsertion sociale des établissements de détention du Québec.
- Examen des orientations, des activités et de la gestion du Commissaire à la lutte contre la corruption.

Mandat d'initiative

- Étude du plan de restructuration annoncé par la directrice des poursuites criminelles et pénales.

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des femmes autochtones en lien avec les agressions sexuelles et la violence conjugale.

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 66**, Loi sur les activités funéraires (mandat confié le 19 novembre 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude des rapports annuels 2013-2014 des agences de la santé et des services sociaux suivantes : Abitibi-Témiscamingue, Bas-Saint-Laurent, Capitale-Nationale, Chaudière-Appalaches, Côte-Nord, Estrie, Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, Lanaudière, Laurentides, Laval, Mauricie et Centre-du-Québec, Montérégie, Montréal, Outaouais, Saguenay–Lac-Saint-Jean, et du Conseil Cri de la santé et des services sociaux de la Baie James et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux Nunavik (déféré le 7 octobre 2014).
- Étude du rapport annuel de gestion 2013-2014 du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (déféré le 9 octobre 2014).

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Examen des orientations, des activités et de la gestion des agences de la santé et des services sociaux de l'Abitibi-Témiscamingue, de la Côte-Nord, de la Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine, du Saguenay–Lac-Saint-Jean et du Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James.

Mandat d'initiative

- Les conditions de vie des adultes hébergés en centre d'hébergement et de soins de longue durée.

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

- **Projet de loi n° 76**, Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du transport collectif dans la région métropolitaine de Montréal (mandat confié le 18 novembre 2015).

Mandat conféré par une loi

- Étude du rapport de la Société de l'assurance automobile du Québec sur l'encadrement de la publicité automobile.
- Étude du rapport d'évaluation 2013 – Cinémomètres photographiques et systèmes photographiques de contrôle de circulation aux feux rouges.

Mandat réglementaire

Surveillance d'organismes publics et reddition de comptes :

- Audition de la Société de l'assurance automobile du Québec sur sa gestion administrative, ses activités et ses orientations.

Partie 5

QUESTIONS ÉCRITES

Les questions déjà inscrites paraissent au Feuilleton du mercredi

97) M. Lisée (Rosemont) – **20 octobre 2015**
À la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique

Le 16 septembre 2014, nous avons questionné la ministre sur le rapport du Protecteur du citoyen portant sur la contribution financière au placement (publié en 2013). Nous lui avons notamment demandé de nous indiquer quel était l'échéancier qu'elle s'était fixé pour mettre en place l'ensemble de ces recommandations. En réponse à nos questions sur l'état d'avancement des travaux, le 6 octobre 2014, la ministre a reconnu le caractère inéquitable des dispositions réglementaires actuelles relativement à la contribution financière au placement d'enfants mineurs. Elle a mentionné son intention de revoir le Règlement d'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-5, r.1), ainsi que de mettre sur pied un groupe de travail pour préparer un plan d'action permettant de donner suite au rapport du Protecteur du citoyen.

Est-il toujours dans l'intention de la ministre de revoir ce règlement?
Si oui, quel est son échéancier?
À quel moment le nouveau règlement sera-t-il en vigueur?
Combien de rencontres a tenues le groupe de travail mis en place par la ministre?
Nous souhaitons obtenir copie du plan d'action élaboré par ce dernier.

Lors d'une relance de notre part le 26 février 2015 quant à l'avancement de ces travaux, la ministre nous a indiqué, le 2 avril suivant, que :

« La mise en œuvre des recommandations du Protecteur du citoyen pourrait également nécessiter des modifications à des lois notamment pour permettre d'accéder aux données fiscales des parents dont une contribution est exigée. Comme il s'agit d'une loi qui ne relève pas du MSSS, des consultations avec d'autres ministères pourraient être requises.

Le Protecteur du citoyen souhaite être informé à nouveau de l'état d'avancement des travaux le 16 octobre 2015. Ainsi, le MSSS verra à transmettre un tableau de suivi mis à jour et à planifier une nouvelle rencontre. »

De telles consultations avec d'autres ministères ont-elles eu lieu?
Si oui, avec quel(s) ministère(s)?
Qu'en est-il ressorti?
Quel est l'échéancier du gouvernement quant à la modification d'autres lois?
Nous souhaitons obtenir copie du tableau de suivi préparé à la demande du Protecteur du citoyen et mis à jour.

La ministre a également indiqué que :

« L'ensemble des travaux définissant les orientations permettant de donner suite aux recommandations du Protecteur du citoyen seraient complétés au cours de l'été 2015. Le gouvernement proposera par la suite des modifications législatives et réglementaires nécessaires. »
Ces travaux sont-ils terminés, tel que cela était prévu?
Quand seront présentés aux membres de l'Assemblée nationale les changements législatifs et réglementaires requis?
Le Règlement date d'il y a 30 ans. Quand les parents concernés verront-ils enfin le nouveau règlement?

98) M. Lisée (Rosemont) – **20 octobre 2015**
À la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique

En décembre 2014, la ministre rendait public un rapport intitulé Les activités socioprofessionnelles et communautaires : État de la situation et actions convenues pour l'amélioration des services. Ce rapport dressait un portrait des différents services offerts aux personnes ayant une déficience intellectuelle, un trouble du spectre de l'autisme (TSA) ou une déficience physique à la fin de leur scolarisation, et soulevait des enjeux préoccupants au regard de leur intégration sociale et professionnelle. Le rapport présentait les 14 actions suivantes afin d'améliorer la situation de ces jeunes de 21 ans et plus :

« 1. Mettre en place un comité interministériel. Ce comité est composé du MSSS, du MELS et du MESS, auxquels se joindront au besoin le MTQ et le MF. Il sera coordonné par le MSSS. Il a comme mandat de soutenir le développement et la consolidation d'une vision commune entre les ministères, d'assurer le suivi des travaux, de convenir de la manière dont seront traitées les autres préoccupations soulevées, de discuter des difficultés qui pourraient survenir dans le cadre des travaux et de veiller à l'évaluation des interventions en vue de développer l'expertise et d'ajuster les pratiques au besoin.

2. Soutenir le développement d'une vision commune, en rédigeant un document qui décrit et explique les trajectoires possibles selon les projets de vie des personnes afin de présenter cette compréhension aux différents réseaux.

3. Diffuser le document sur les trajectoires dans chacun des réseaux.

4. Concevoir un guide de soutien destiné à l'ensemble des intervenants des réseaux pour favoriser une démarche de transition de l'école vers la vie active en se donnant une vision commune, en s'appuyant sur les principes directeurs favorisant une transition de qualité, en s'assurant de l'engagement de tous les acteurs, en déterminant les rôles et les responsabilités de chacun et en soutenant, le cas échéant, le développement d'un outil commun.
4.1 Diffuser le guide au sein des différents réseaux.
4.2 Déterminer les modalités de suivi de la mise en œuvre de la démarche de la transition de l'école vers la vie active.

5. Prendre des mesures afin d'éviter que des jeunes ayant une déficience dont la scolarisation se termine en juin 2015 ne se retrouvent sans un réseau de soutien, particulièrement ceux demandant un encadrement quotidien.
5.1 Convenir des modalités de transmission de l'information et les communiquer aux réseaux de l'éducation et à celui de la santé et des services sociaux.
5.2 Référer régionalement ou localement les élèves demandant un encadrement quotidien.

6. Préciser les orientations et clarifier les rôles et responsabilités à l'égard des activités de jour.
6.1 Déterminer les lignes directrices devant encadrer l'offre de service concernant les activités de jour au sein du réseau de la santé et des services sociaux.
6.2 Élaborer un cadre régional d'organisation des services d'activités de jour.
6.3 Établir un plan de mise en œuvre de la nouvelle organisation des services, en évitant les ruptures de services.
6.4 Établir les mécanismes de suivi et de reddition de compte aux différents paliers de gestion.

7. Examiner les besoins en matière de conciliation travail-famille des familles qui doivent composer avec la présence d'un adulte handicapé n'ayant pas l'autonomie nécessaire pour demeurer seul à la maison.

8. Dans le contexte de renouvellement du programme d'études Intégration sociale à la formation générale des adultes, expérimenter et documenter une approche partenariale d'engagement entre les organismes du réseau du MELS, du MESS et du MSSS, pour soutenir la réalisation du projet de vie de l'adulte et sa participation sociale.

9. Promouvoir auprès des ministères partenaires les services d'éducation populaire inscrits au régime pédagogique de la formation des adultes.

10. Dans le cadre de la nouvelle Politique nationale du sport, du loisir et de l'activité physique, renforcer le soutien aux organisations offrant des services adaptés aux personnes handicapées et soutenir les actions concertées qui favorisent l'adoption et le maintien d'un mode de vie physiquement actif auprès de ces personnes.

11. Élaborer et mettre en œuvre un cadre de référence national MESS-MSSS orientant la conclusion d'ententes de services locales et régionales entre les établissements et organismes des deux réseaux. Ce cadre permettra de clarifier l'offre de service du MESS et du MSSS, de préciser les rôles et responsabilités des établissements et organismes impliqués dans les deux réseaux en matière d'accueil, d'évaluation, de référence d'un réseau à l'autre, de suivi, d'accompagnement et d'interventions conjointes auprès des personnes ayant une déficience.

12. Soutenir l'amélioration des services de transport, notamment en milieu rural, par une meilleure coordination des services à l'échelle de la région et la mise en place d'interconnexions entre les services contigus.

13. Améliorer l'accès aux activités de jour au sein du réseau de la santé et des services sociaux et en assurer le suivi.

14. Poursuivre l'amélioration de l'arrimage des services et mesures du MSSS et du MESS dans le cadre et à la suite des travaux qui seront effectués. »

Quel est l'état d'avancement de la mise en œuvre de chacune de ces recommandations?
Quel échéancier se donne la ministre pour compléter l'application de chacune?
Combien de rencontres du comité interministériel ont eu lieu depuis sa mise sur pied?
Quelles sommes ont été octroyées afin de mettre en œuvre ces recommandations?

100) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **27 octobre 2015**
À la ministre des Relations internationales et de la Francophonie

Nous souhaitons obtenir une copie des documents suivants concernant chacune de ces missions:

- mission du premier ministre à New York en juin 2015
- mission du premier ministre à Terre-Neuve en juillet 2015
- mission du premier ministre à Terre-Neuve en août 2015
- mission du premier ministre à New York en septembre 2015
- mission du premier ministre au Mexique en octobre 2015
- mission du premier ministre en Islande en octobre 2015
- mission de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie à Paris et en Arménie, en octobre 2015
- mission de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie à Paris, les 8 et 9 octobre
- mission de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie à Chicago, du 28 au 30 septembre 2015
- mission de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie en Belgique et en Allemagne, du 17 au 21 septembre 2015
- mission de la ministre des Relations internationales et de la Francophonie en Europe (Barcelone, Paris, Rome) du 20 au 27 juin 2015
- mission du ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations en Chine, du 21 au 29 septembre 2015
- mission du ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations à Atlanta en octobre 2015
- mission du ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations au Mexique et en Colombie, du 10 au 17 octobre 2015
- mission du ministre de l'Agriculture à Atlanta en octobre 2015
- mission du ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la stratégie maritime aux Pays-Bas, en Belgique et en France, du 20 au 25 septembre 2015
- mission du député de Laval-des-Rapides et adjoint parlementaire du ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations en Colombie en octobre 2015

1. La liste des personnes accompagnant le premier ministre, la ou le ministre ou l'adjoint parlementaire;

2. L’ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu’à sa préparation, et imputées au ministère des Relations internationales et de la Francophonie;

3. Le programme complet de la mission pour le premier ministre, la ou le ministre ou l’adjoint parlementaire;

4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu’une copie de leurs cartes professionnelles;

5. Pour chaque rencontre de travail tenue par le premier ministre, la ou le ministre ou l’adjoint parlementaire, nous souhaitons obtenir : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l’emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);

6. L’itinéraire complet du premier ministre, de la ou du ministre ou de l’adjoint parlementaire ainsi que le détail du mode de transport utilisé et le coût de celui-ci;

7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

101) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **27 octobre 2015**
Au premier ministre

Nous souhaiterions obtenir une copie des documents suivants concernant la participation du premier ministre à chacune de ces missions : à New York en juin 2015, à Terre-Neuve en juillet 2015, une seconde mission à Terre-Neuve en août 2015, une autre mission à New York en septembre 2015, au Mexique en octobre 2015 et en Islande en octobre 2015:

1. La liste des personnes accompagnant le premier ministre;

2. L’ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu’à sa préparation, et imputées au ministère du Conseil exécutif;

3. Le programme complet de la mission pour le premier ministre;

4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu’une copie de leurs cartes professionnelles;

5. Pour chaque rencontre de travail tenue par le premier ministre, nous souhaitons obtenir : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);

6. L'itinéraire complet du premier ministre ainsi que le détail du mode de transport utilisé et le coût de celui-ci;

7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

102) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **27 octobre 2015**
Au ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la stratégie maritime

Concernant la mission du ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la stratégie maritime aux Pays-Bas, en Belgique et en France, du 20 au 25 septembre 2015, nous souhaitons obtenir une copie de chacun des documents suivants :

1. La liste des personnes accompagnant le ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la stratégie maritime;

2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère des Transports;

3. Le programme complet de la mission pour le ministre;

4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;

5. Pour chaque rencontre de travail tenue par le ministre, nous souhaitons obtenir : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);

6. L'itinéraire complet du ministre ainsi que le détail du mode de transport utilisé et le coût de celui-ci;

7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

103) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **27 octobre 2015**
Au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Concernant la mission du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation à Atlanta, en octobre 2015, nous souhaitons obtenir une copie de chacun des documents suivants :

1. La liste des personnes accompagnant le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

3. Le programme complet de la mission pour le ministre;

4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;

5. Pour chaque rencontre de travail tenue par le ministre, nous souhaitons obtenir : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);

6. L'itinéraire complet du ministre ainsi que le détail du mode de transport utilisé et le coût de celui-ci;

7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

104) Mme Poirier (Hochelaga-Maisonneuve) – **27 octobre 2015**
Au ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations

Pour chacune des missions énumérées ci-dessous, nous souhaiterions obtenir une copie de tous les documents listés plus bas :

- mission du ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations en Chine, du 21 au 29 septembre 2015
- mission du ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations à Atlanta, en octobre 2015
- mission du ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations au Mexique et en Colombie, du 10 au 17 octobre 2015
- mission du député de Laval-des-Rapides et adjoint parlementaire du ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations en Colombie, en octobre 2015

1. La liste des personnes accompagnant le ministre de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations ou son adjoint parlementaire;

2. L'ensemble des dépenses reliées à la mission ainsi qu'à sa préparation, et imputées au ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations;

3. Le programme complet de la mission pour le ministre ou son adjoint parlementaire;

4. La liste de toutes les personnes rencontrées ainsi qu'une copie de leurs cartes professionnelles;

5. Pour chaque rencontre de travail tenue par le ministre ou son adjoint parlementaire, nous souhaitons obtenir : la liste des personnes présentes, le lieu, la durée, le détail de tous les frais engagés, le sujet et un compte-rendu, ainsi que les engagements pris par chaque partie (sur les plans de l'emploi, des salaires, des retombées au Québec, etc.);

6. L'itinéraire complet du ministre ou de son adjoint parlementaire ainsi que le détail du mode de transport utilisé et le coût de celui-ci;

7. La liste des annonces officielles avec leurs retombées économiques pour le Québec.

107) Mme Lamarre (Taillon) – **5 novembre 2015**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

De nouvelles prothèses de hanche métal sur métal ont été approuvées par Santé Canada au début des années 2000. Plusieurs centaines, voire des milliers de personnes au Québec se sont fait installer ce type de prothèses. Toutefois, depuis, plusieurs de ces prothèses ont été retirées du marché par leur fabricant. En 2012, Santé Canada a d'ailleurs émis une mise en garde contre toutes les prothèses de type métal sur métal.

- Quels échanges le MSSS a-t-il eus avec Santé Canada au sujet du rappel de ce type de prothèses?
- Combien de patients québécois ont reçu une prothèse de marque DePuy?
- Combien de patients québécois ont reçu une prothèse de marque Biomet?
- Combien de patients québécois ont reçu une prothèse de marque Zimmer Durom Cup?
- Les patients du Québec concernés ont-ils été identifiés par le MSSS?
- Les patients du Québec concernés ont-ils été informés par le MSSS de ces rappels?
- Quelles actions ont été entreprises par le MSSS pour s'assurer que les patients québécois visés ont reçu toute l'information nécessaire à ce sujet?
- Combien de patients québécois ont dû se faire retirer leur prothèse de type métal sur métal?

109) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **11 novembre 2015**
Au ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la stratégie maritime

En mai dernier, j'ai demandé au ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la stratégie maritime des données concernant l'achalandage des passagers et des véhicules concernant la traverse Québec-Lévis pour les périodes du 15 mars au 15 avril et du 15 avril au 15 mai 2015. Le ministre a su faire preuve de transparence en me fournissant l'information demandée.

Dans un souci de suivi à cette demande, le ministre peut-il faire preuve de la même transparence et me fournir un portrait de l'achalandage de cette traverse pour chacun des mois de mai à novembre 2015?

Le ministre peut-il m'indiquer clairement, pour cette traverse :

- Combien de voitures ont été transportées entre le 1er mai et le 1er juin 2015, entre le 1er juin et le 1er juillet 2015, entre le 1er juillet et le 1er août 2015, entre le 1er août et le 1er septembre 2015, entre le 1er septembre et le 1er octobre 2015 et entre le 1er octobre et le 1er novembre 2015 en comparaison avec chacune des mêmes périodes de l'année précédente?
- Combien de passagers ont été transportés entre le 1er mai et le 1er juin 2015, entre le 1er juin et le 1er juillet 2015, entre le 1er juillet et le 1er août 2015, entre le 1er août et le 1er septembre 2015, entre le 1er septembre et le 1er octobre 2015 et entre le 1er octobre et le 1er novembre 2015 en comparaison avec chacune des mêmes périodes de l'année précédente?

110) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **11 novembre 2015**
Au ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la stratégie maritime

En mai dernier, j'ai demandé au ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la stratégie maritime des données concernant l'achalandage des passagers et des véhicules concernant la traverse Québec-Lévis pour les périodes du 15 mars au 15 avril et du 15 avril au 15 mai 2015. Le ministre a su faire preuve de transparence en me fournissant l'information demandée.

Le ministre peut-il faire preuve de la même transparence et me fournir un portrait de l'achalandage de la traverse Sorel-Tracy–Saint-Ignace-de-Loyola pour chacun des mois d'avril à novembre 2015?

Le ministre peut-il m'indiquer clairement, pour cette traverse :

- Combien de voitures ont été transportées entre le 1er avril et le 1er mai 2015, entre le 1er mai et le 1er juin 2015, entre le 1er juin et le 1er juillet 2015, entre le 1er juillet et le 1er août 2015, entre le 1er août et le 1er septembre 2015, entre le 1er septembre et le 1er octobre 2015 et entre le 1er octobre et le 1er novembre 2015 en comparaison avec chacune des mêmes périodes de l'année précédente?
- Combien de passagers ont été transportés entre le 1er avril et le 1er mai 2015, entre le 1er mai et le 1er juin 2015, entre le 1er juin et le 1er juillet 2015, entre le 1er juillet et le 1er août 2015, entre le 1er août et le 1er septembre 2015, entre le 1er septembre et le 1er octobre 2015 et entre le 1er octobre et le 1er novembre 2015 en comparaison avec chacune des mêmes périodes de l'année précédente?

111) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **11 novembre 2015**
Au ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la stratégie maritime

En mai dernier, j'ai demandé au ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la stratégie maritime des données concernant l'achalandage des passagers et des véhicules concernant la traverse Québec-Lévis pour les périodes du 15 mars au 15 avril et du 15 avril au 15 mai 2015. Le ministre a su faire preuve de transparence en me fournissant l'information demandée.

Le ministre peut-il faire preuve de la même transparence et me fournir un portrait de l'achalandage de la traverse Matane–Baie-Comeau–Godbout pour chacun des mois d'avril à novembre 2015?

Le ministre peut-il m'indiquer clairement, pour cette traverse :

- Combien de voitures ont été transportées entre le 1er avril et le 1er mai 2015, entre le 1er mai et le 1er juin 2015, entre le 1er juin et le 1er juillet 2015, entre le 1er juillet et le 1er août 2015, entre le 1er août et le 1er septembre 2015, entre le 1er septembre et le 1er octobre 2015 et entre le 1er octobre et le 1er novembre 2015 en comparaison avec chacune des mêmes périodes de l'année précédente?
- Combien de passagers ont été transportés entre le 1er avril et le 1er mai 2015, entre le 1er mai et le 1er juin 2015, entre le 1er juin et le 1er juillet 2015, entre le 1er juillet et le 1er août 2015, entre le 1er août et le 1er septembre 2015, entre le 1er septembre et le 1er octobre 2015 et entre le 1er octobre et le 1er novembre 2015 en comparaison avec chacune des mêmes périodes de l'année précédente?

112) M. Martel (Nicolet-Bécancour) – **11 novembre 2015**
Au ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la stratégie maritime

En mai dernier, j'ai demandé au ministre délégué aux Transports et à l'Implantation de la stratégie maritime des données concernant l'achalandage des passagers et des véhicules concernant la traverse Québec-Lévis pour les périodes du 15 mars au 15 avril et du 15 avril au 15 mai 2015. Le ministre a su faire preuve de transparence en me fournissant l'information demandée.

Le ministre peut-il faire preuve de la même transparence et me fournir un portrait de l'achalandage de la traverse Tadoussac–Baie-Sainte-Catherine pour chacun des mois d'avril à novembre 2015?

Le ministre peut-il m'indiquer clairement, pour cette traverse :

- Combien de voitures ont été transportées entre le 1er avril et le 1er mai 2015, entre le 1er mai et le 1er juin 2015, entre le 1er juin et le 1er juillet 2015, entre le 1er juillet et le 1er août 2015, entre le 1er août et le 1er septembre 2015, entre le 1er septembre et le 1er octobre 2015 et entre le 1er octobre et le 1er novembre 2015 en comparaison avec chacune des mêmes périodes de l'année précédente?
- Combien de passagers ont été transportés entre le 1er avril et le 1er mai 2015, entre le 1er mai et le 1er juin 2015, entre le 1er juin et le 1er juillet 2015, entre le 1er juillet et le 1er août 2015, entre le 1er août et le 1er septembre 2015, entre le 1er septembre et le 1er octobre 2015 et entre le 1er octobre et le 1er novembre 2015 en comparaison avec chacune des mêmes périodes de l'année précédente?

113) Mme Lavallée (Repentigny) – **11 novembre 2015**
À la ministre de la Famille

En 2011, le Vérificateur général déposait un rapport préoccupant sur la gestion des garderies. Lors de l'étude des crédits budgétaires 2015-2016, la ministre a mentionné que le Vérificateur général avait fait un suivi sur ce rapport. Le deuxième groupe d'opposition a obtenu, grâce à une demande d'accès à l'information, un document très caviardé et incomplet de ce rapport de suivi de la part du ministère de la Famille.

Pourquoi le ministère de la Famille refuse-t-il de nous donner accès à la version complète de ce rapport de suivi? La ministre de la Famille juge-t-elle acceptable et transparente cette façon de faire de son ministère qui refuse de rendre public un tel rapport?

Je réitère aujourd'hui ma demande à la ministre de la Famille : peut-elle rendre public l'intégralité du rapport de suivi effectué par le Vérificateur général?

114) M. Caire (La Peltrie) – **17 novembre 2015**
Au président du Conseil du trésor

Le 22 avril 2015, lors de l'étude des crédits budgétaires 2015-2016 du Conseil du trésor et Administration gouvernementale, le président du Conseil du trésor a mentionné qu'il déposerait un nouveau plan pour le redressement de la Société québécoise des infrastructures. Est-ce que le dépôt d'un tel plan est toujours prévu et si oui, quand sera-t-il déposé? Le ministre peut-il nous donner un échéancier précis de ce plan de redressement et les orientations qu'il entend mettre de l'avant concernant la SQI?

115) M. Lisée (Rosemont) – **18 novembre 2015**
À la ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse et à la Santé publique

- Combien d'entités ou d'établissements géraient un programme d'aides techniques avant l'entrée en vigueur du projet de loi 10? Lesquels?
- Qu'en est-il depuis le 1er avril 2015?
- Quelles sont les intentions du gouvernement en ce qui a trait à la gestion des programmes d'aides techniques?
- En ce qui concerne l'accès au remboursement pour les aides techniques, est-ce que les critères d'admissibilité sont les mêmes d'une région à l'autre?
- Quelles sont les intentions du gouvernement quant à la mise à jour de la liste des aides techniques et des critères en fonction desquels un remboursement sera autorisé?

116) M. Jolin-Barrette (Borduas) – **18 novembre 2015**
À la ministre de la Justice

Le dernier rapport de la Protectrice du citoyen dresse un constat accablant concernant le traitement des dossiers des citoyens par Revenu Québec, la CSST, la Direction de l'indemnisation des victimes d'actes criminels, le ministère de la Famille et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Selon ce rapport, les règles établies afin de préserver et de respecter les droits des Québécois ne seraient pas totalement respectées par certains ministères et certains organismes.

À la lecture de ce rapport, des ministères et des organismes présumeraient de la culpabilité des citoyens plutôt que de favoriser des modes alternatifs de règlements. En ce sens, l'État québécois judiciariserait à outrance les dossiers. À cela s'ajouteraient de nombreux cas où les principes d'équité procédurale et de justice administrative n'ont pas été respectés et où les citoyens désirant fournir des explications sur leur dossier ont reçu une fin de non-recevoir de la part de certains ministères et de certains organismes quant à leur intérêt à les considérer et à les examiner.

Enfin, nous notons qu'en raison d'un traitement inadéquat et inacceptable de certains dossiers par la Direction de l'indemnisation des victimes d'actes criminels, des victimes ont été privées de certains bénéfices auxquels elles avaient droit. À titre d'exemple, des décisions des tribunaux administratifs n'ont pas été respectées et l'indemnisation de certains citoyens a été coupée arbitrairement.

À la lumière de ce rapport, comment le gouvernement entend-il rectifier la situation auprès des ministères et des organismes fautifs? Le gouvernement a-t-il un plan pour mettre fin aux pratiques abusives et pour assurer la protection et le soutien dont les victimes d'actes criminels ont besoin? Quelles mesures le gouvernement mettra-t-il en place pour éviter que les droits des Québécois soient bafoués?

117) M. Bonnardel (Granby) – **24 novembre 2015**
Au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire

À l'article 10 de la section IV du Règlement sur la sécurité des piscines résidentielles, il est mentionné que ce règlement ne s'applique pas à une installation existant avant le 22 juillet 2010 ni à une installation dont la piscine a été acquise avant cette date, pourvu qu'une telle piscine soit installée au plus tard le 31 octobre 2010.

Cet article du règlement prévoit la reconnaissance d'un droit acquis pour les piscines installées avant le mois de juillet 2010. Or, en matière de sécurité, la jurisprudence ne reconnaît que rarement des droits acquis.

D'ailleurs, comme beaucoup de municipalités n'exigeaient pas de permis il y a de cela quelques années pour l'installation d'une piscine, l'application de cet article pose problème au niveau du fardeau de preuve de la municipalité, car il est souvent impossible pour cette dernière de savoir quand la piscine en question a vraiment été installée.

Dans ces circonstances, est-ce que le gouvernement a songé à revoir cet article du Règlement ou travaillé sur des solutions qui permettraient de faciliter l'application de cette disposition pour les municipalités et les procureurs des cours municipales? Quelles actions a-t-il posé afin de mieux les appuyer?

118) M. Roberge (Chambly) – **24 novembre 2015**
Au ministre de la Santé et des Services sociaux

La résidence Dauphinelle abrite 35 résidents autonomes et/ou en légère perte d'autonomie, ainsi que 52 résidents en ressources intermédiaires. Bien que cette résidence soit basée à Saint-Basile-le-Grand, les services ambulanciers ont l'ordre de transférer ses patients à l'hôpital Honoré-Mercier de Saint-Hyacinthe. Cependant, les résidents ainsi que leurs familles sont en dehors de la région habituellement desservie par l'hôpital de Saint-Hyacinthe. Cette situation crée donc des contraintes émotionnellement très difficiles pour les patients ainsi que pour leurs familles. Actuellement, les Ambulances Demers inc. ont pour seule destination l'hôpital Honoré-Mercier de Saint-Hyacinthe.

Je demande donc au ministre de la Santé et des Services sociaux s'il est possible de modifier la zone de services d'ambulance?

1) Avez-vous envisagé d'autoriser les services ambulanciers de la région de Saint-Basile-le-Grand à modifier leur destination obligatoire afin que ceux-ci puissent se diriger vers un centre hospitalier plus accessible pour les résidents et leurs familles?

2) Dans le cas où Ambulances Demers inc. ne serait pas autorisée à transporter les patients de Saint-Basile-le-Grand vers les hôpitaux Pierre-Boucher ou Charles-Lemoyne, avez-vous considéré autoriser une autre entreprise ambulancière à transporter ces patients vers les hôpitaux Pierre-Boucher ou Charles-Lemoyne?

119) M. Villeneuve (Berthier) – **24 novembre 2015**
Au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation

Le Programme d'appui financier aux regroupements et aux associations de producteurs désignés (PAFRAD) a pris fin le 31 mars 2015 et n'a pas été renouvelé.

Les différentes associations de producteurs agricoles qui bénéficiaient de ce programme pour assurer le développement de leur filière doivent composer avec une réduction significative de leurs revenus, ce qui les place dans une situation très difficile.

Elles sont en attente de l'annonce d'un nouveau programme qui poursuivrait les mêmes objectifs.

Certaines d'entre elles sont en voie de boucler leur budget pour cette année et ne savent pas si l'argent du PAFRAD arrivera.

Est-ce que le ministre de l'Agriculture peut nous révéler les détails du programme qui remplace le PAFRAD, incluant les montants alloués à chaque regroupement ou association?

Est-ce que le ministre peut aussi nous dire comment il compensera les regroupements et les associations pour la période entre la fin du PAFRAD et le début du programme de remplacement, pendant laquelle ils ne disposaient d'aucun financement?

120) M. Turcotte (Saint-Jean) – **25 novembre 2015**
Au ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques

Le 19 décembre 2014, je portais à votre attention la situation vécue par plusieurs riverains du Club de tir L'Acadie, situé au 130, chemin Ruisseau-des-Noyers, à Saint-Jean-sur-Richelieu. En mai 2014, votre ministère commandait une étude à la Direction de santé publique (DSP) de la Montérégie qui concluait, en novembre 2014, que le Club de tir est une source de bruit qui contribue à augmenter considérablement le niveau sonore dans les zones résidentielles, en « troublant la quiétude et en induisant un stress ». Il fut, alors, recommandé « d'instaurer différents mécanismes de réduction du bruit ».

Le 26 février dernier, vous répondiez positivement à ma missive du 19 décembre 2014 en évoquant que « des procédures administratives [étaient] en cours » pour « la mise en place de la solution permanente, soit la construction d'un bâtiment pour loger l'entreprise ». Vous précisiez aussi que je pouvais compter sur votre « implication ». Mais, depuis votre réponse, la situation n'a que très peu changé et les citoyens ne peuvent toujours pas profiter de la quiétude des lieux.

Quelles « procédures administratives » ont été mises en place par votre ministère afin de corriger la situation?
Quelles solutions efficaces et durables comptez-vous mettre en avant pour protéger la qualité de vie des citoyens affectés?
Quand procéderez-vous à l'application de la Loi sur la qualité de l'environnement, tel que cela est prévu aux articles 94 et 95?

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

Projets de loi publics au nom des députés

a) 24 novembre 2015
Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et la Loi sur les permis d'alcool afin de créer un permis d'agriculteur distillateur – *député de Granby*

Projets de loi d'intérêt privé

II. NOUVEAUX PRÉAVIS